

CLUB ZAIDA CATALAN POUR LA PAIX ET LA SECURITE

VOIX DES FEMMES POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Pratiques, résistances et perspectives d'empowerment au Sud-Kivu



« Quand les femmes prennent soin de la terre, elles soignent aussi la communauté. »

Ossature de la présentation

Contexte de la documentation

Questions de documentation

Objectifs de la documentation

Approche méthodologique

Résultats

Recommandation

Contexte de la documentation

Le changement climatique représente aujourd'hui un défi mondial aux multiples facettes, touchant non seulement l'environnement, mais également la paix, la sécurité et la justice sociale. En Afrique subsaharienne, où les économies dépendent largement des ressources naturelles, les effets du dérèglement climatique aggravent les conditions de vie. Cela accentue les inégalités et fragilise les équilibres sociaux.

En République Démocratique du Congo, malgré son immense patrimoine forestier, le pays est classé parmi les plus vulnérables aux aléas climatiques. Dans la province du Sud-Kivu, la situation se traduit par des événements climatiques extrêmes tels que des pluies irrégulières et des sécheresses prolongées, exacerbant les tensions sociales et compromettant la sécurité alimentaire.



Dans ce contexte de vulnérabilité, les femmes sont particulièrement affectées par les conséquences du changement climatique.

En tant que gardiennes des ressources familiales et responsables de l'agriculture vivrière, elles subissent directement la raréfaction des ressources et la dégradation des écosystèmes. Pourtant, malgré leur rôle clé dans la gestion environnementale, les femmes sont souvent exclues des processus décisionnels et des cadres institutionnels qui façonnent les politiques climatiques.

Les obstacles sont nombreux, incluant des normes patriarcales, un faible accès à l'éducation et une surcharge de responsabilités domestiques.

Ce manque de reconnaissance limite non seulement leur pouvoir d'agir, mais compromet également leur capacité à faire entendre leur voix.

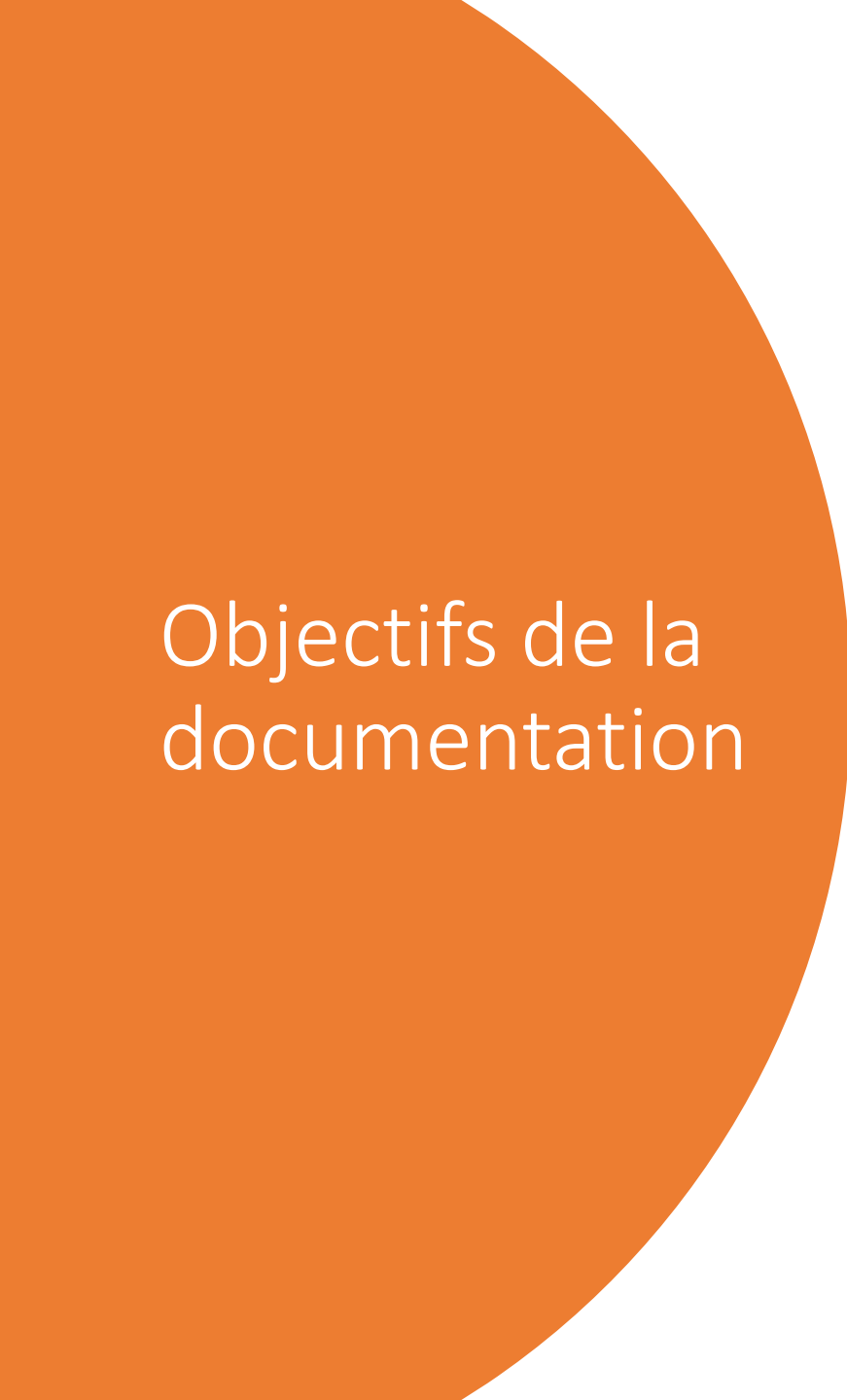
Actrices de changement invisibilisées ?

Au-delà de leur situation de victime, les femmes dans le Sud-Kivu se révèlent être des actrices essentielles de la résilience et de l'adaptation écologique. Grâce à des initiatives comme le reboisement, la fabrication de briquettes écologiques et d'autres projets communautaires, elles contribuent à la durabilité environnementale et à l'autonomisation économique. Cependant, ces actions, bien que significatives, restent souvent invisibles dans les politiques publiques et les programmes de financement climatique. La documentation de leurs contributions est donc cruciale pour reconnaître leur rôle et renforcer leur position dans la gouvernance environnementale. Cela permettra non seulement de valoriser leur engagement, mais aussi de nourrir des politiques plus inclusives et équitables en matière de justice climatique.



Questions de documentation

- Quelles formes d'engagement, de savoir-faire ou d'innovation les femmes mobilisent-elles pour faire face aux impacts du changement climatique dans leurs communautés?
- Quels défis sociaux, culturels, économiques ou institutionnels limitent la reconnaissance, le soutien ou l'extension de leurs initiatives écologiques ?
- Comment les femmes perçoivent-elles leur rôle dans la gestion des ressources naturelles et quelles sont leurs aspirations en matière de participation aux décisions environnementales ?
- Quelles conditions, approches ou stratégies pourraient renforcer durablement leur leadership écologique et leur capacité à influencer les politiques climatiques locales ?

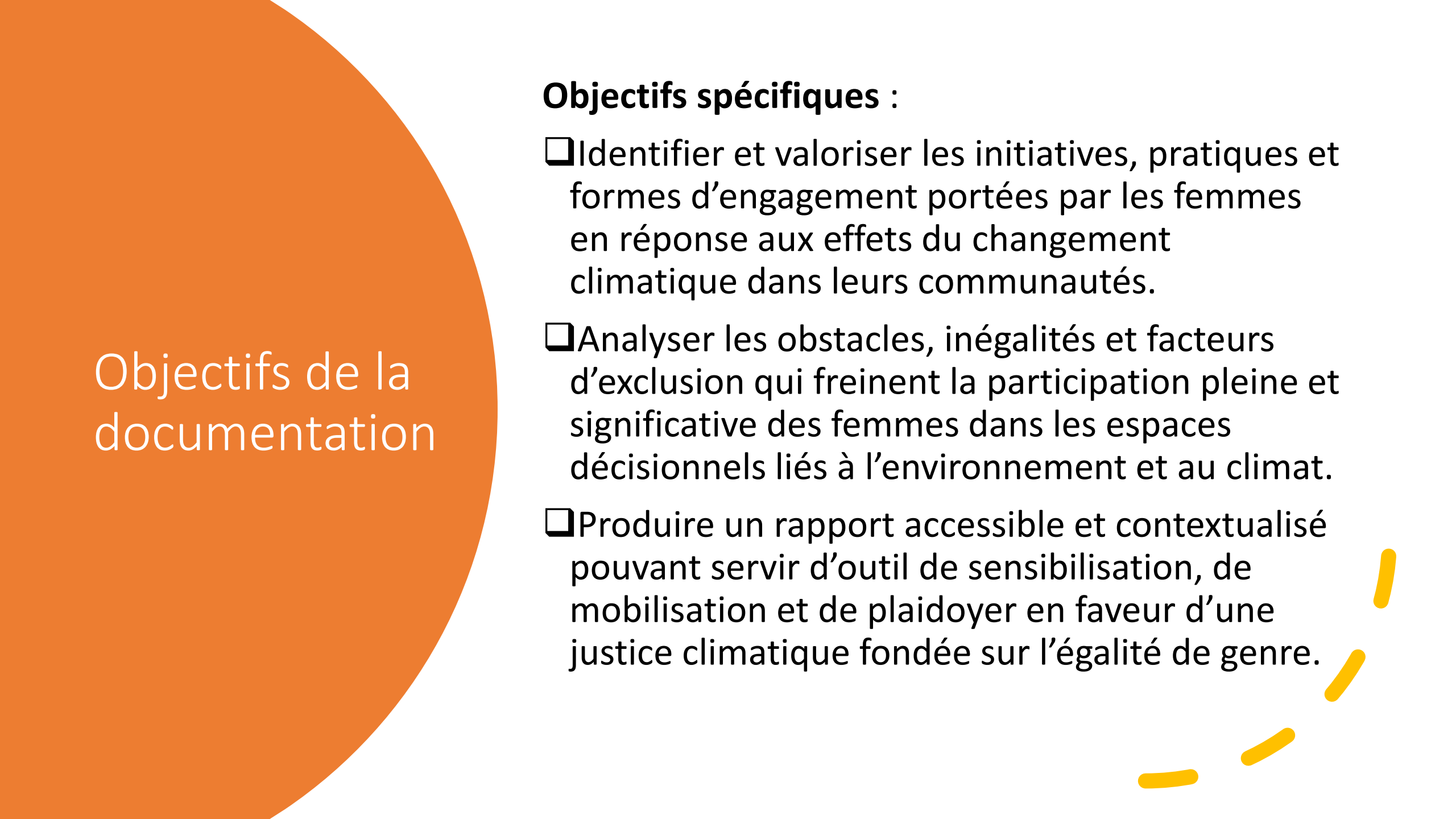
A large orange circle on the left side of the slide, partially cut off by the edge.

Objectifs de la documentation

- **Objectif général :**

Mettre en lumière les contributions des femmes à la justice climatique dans les territoires de Kabare et Kalehe, et dans la ville de Bukavu, en analysant leurs pratiques, leurs savoirs et leurs perspectives, afin d'identifier les leviers et les blocages pour une gouvernance environnementale plus inclusive

A series of yellow dashed lines in the bottom right corner, forming a curved shape.



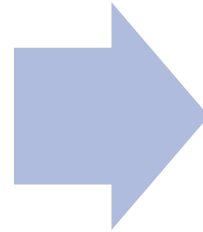
Objectifs de la documentation

Objectifs spécifiques :

- ☐ Identifier et valoriser les initiatives, pratiques et formes d'engagement portées par les femmes en réponse aux effets du changement climatique dans leurs communautés.
- ☐ Analyser les obstacles, inégalités et facteurs d'exclusion qui freinent la participation pleine et significative des femmes dans les espaces décisionnels liés à l'environnement et au climat.
- ☐ Produire un rapport accessible et contextualisé pouvant servir d'outil de sensibilisation, de mobilisation et de plaidoyer en faveur d'une justice climatique fondée sur l'égalité de genre.

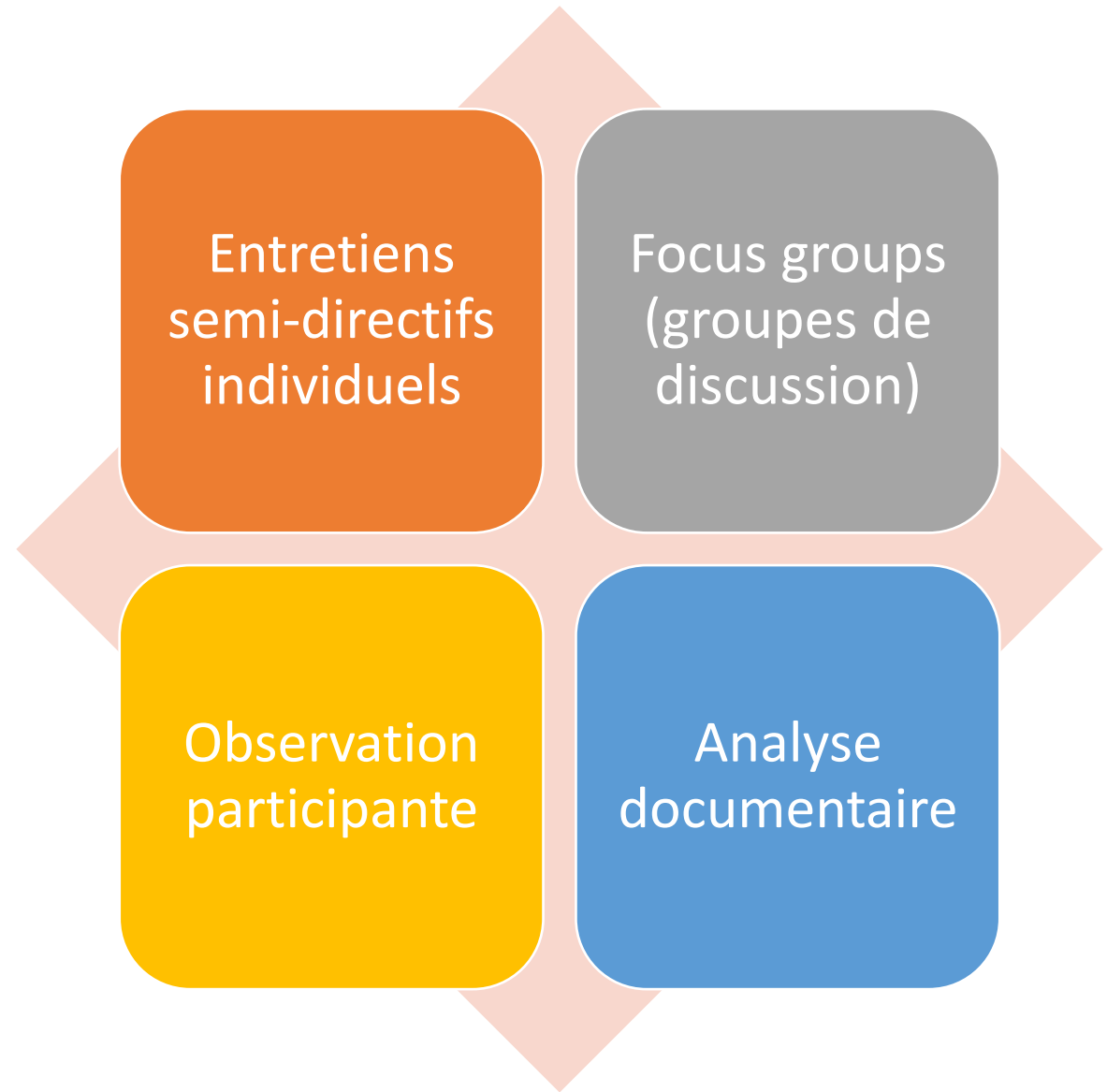
Approche méthodologique

Une approche féministe, participative et contextualisée



La méthodologie adoptée pour cette documentation repose sur une approche **qualitative, participative et féministe**, centrée sur l'expérience vécue des femmes des territoires de Kabare, Kalehe et de la ville de Bukavu. Elle a été pensée pour reconnaître les femmes non comme de simples informatrices, mais comme **co-productrices de savoir**, détentrices de pratiques, de récits et d'analyses indispensables à une compréhension fine de la justice climatique en contexte local.

Techniques de collecte de données



Echantillonnage stratégique

Le choix des personnes enquêtées s'est basé sur un échantillonnage raisonné, visant à capturer la diversité des expériences tout en assurant une forte représentativité des femmes rurales. Cette approche garantit une forte présence des voix féminines (près de 90%) tout en intégrant des perspectives masculines souvent influentes dans la gouvernance environnementale.



Un total de 110 personnes a été consulté, selon cette répartition :

Echantillonnage stratégique

Catégorie	Nombre total	Répartition par territoire (Kabare/Kalehe/Bukavu)	Répartition par sexe
Femmes leaders communautaires	40	15 / 15 / 10	100% femmes
Membres de coopératives féminines	30	15 / 15 / 0	100% femmes
Responsables d'organisations	15	5 / 5 / 5	100% femmes
Autorités locales et influents	15	5 / 5 / 5	50% femmes / 50% hommes
Hommes alliés	10	4 / 4 / 2	100% hommes

Éthique et consentement

Toutes les participantes et participants ont été informés du but de la documentation et ont donné leur consentement éclairé avant de participer aux entretiens ou groupes de discussion. La confidentialité des propos a été respectée, et les noms ont été anonymisés dans les extraits publiés sauf accord explicite.

La posture éthique a reposé sur trois principes fondamentaux :

- **Respect et bienveillance** : ne pas imposer, écouter sans juger ;
- **Co-construction du savoir** : retour régulier aux participantes pour valider les interprétations ;
- **Empowerment** : rendre les femmes actrices du processus de documentation.

Résultats

Des pratiques concrètes et diversifiées portées par les femmes pour faire face au changement climatique

Dans les territoires de Kabare, Kalehe et la ville de Bukavu, les femmes jouent un rôle crucial dans la résilience environnementale. Souvent invisibilisées dans les politiques publiques et les processus de décision, elles sont pourtant à l'avant-garde d'une multitude d'initiatives écologiques locales. Leurs actions, portées à la fois individuellement et collectivement, visent à répondre aux effets croissants du changement climatique, tout en soutenant les dynamiques économiques et sociales de leurs communautés



- **Le reboisement communautaire**

L'une des pratiques les plus emblématiques des femmes engagées pour la justice climatique au Sud-Kivu reste le reboisement. Dans les trois territoires investigués: Bukavu, Kabare et Kalehe, des groupes de femmes plantent des arbres pour freiner l'érosion, restaurer les forêts dégradées et préserver les berges. Cette action, bien que souvent vue comme modeste, a une portée symbolique et écologique puissante. Elle traduit une volonté de réparer les liens entre l'humain et la terre. Le geste de planter ensemble permet aussi de retisser du lien social entre femmes de différentes communautés, y compris avec les femmes pygmées, souvent marginalisées. En cela, le reboisement dépasse la simple plantation : il devient une source de cohésion sociale.



- **La fabrication de briquettes écologiques**

Autre initiative remarquable, la fabrication de briquettes écologiques gagne du terrain, non seulement à Bukavu, mais aussi à Kabare. Ce savoir-faire consiste à recycler des déchets organiques pour en faire un combustible propre, moins polluant et plus durable que le charbon traditionnel. Pour de nombreuses femmes, cette innovation représente bien plus qu'un geste écologique : c'est un moyen de subsistance, une porte d'entrée vers l'autonomie économique et un acte de protection des forêts, menacées par la coupe abusive de bois. C'est également une solution ingénieuse pour répondre à la crise énergétique qui touche les foyers pauvres, souvent dirigés par des femmes.



- **L'élevage durable de petit bétail**

À Kabare, beaucoup de femmes investissent dans l'élevage de chèvres, de lapins ou de porcs. Cette pratique ancestrale, adaptée aux moyens modestes des ménages ruraux, répond à plusieurs enjeux. Les excréments des animaux, utilisés comme engrais naturel, permettent d'enrichir les sols sans produits chimiques, tandis que la vente des petits bétails offre une source de revenus complémentaire. Les femmes y trouvent une alternative économique au déboisement pour produire du charbon. Toutefois, cette activité est aujourd'hui mise en difficulté par les aléas climatiques, notamment la raréfaction des herbes et la dégradation des parcours. Cela révèle combien même les pratiques les plus enracinées doivent désormais s'adapter à l'instabilité climatique.



- **L'agriculture résiliente et l'agroécologie**

Dans les milieux ruraux comme Kabare et Kalehe, les femmes innovent en matière de pratiques agricoles. En intégrant les principes de l'agroécologie, elles diversifient leurs cultures, alternent les semis selon les saisons, utilisent des engrais biologiques, et préservent l'humidité des sols grâce au paillage ou à l'irrigation manuelle. Ces techniques sont souvent le fruit de formations reçues de partenaires locaux, puis diffusées entre femmes. Cette agriculture résiliente permet non seulement de garantir la sécurité alimentaire des ménages, mais aussi de réduire l'impact de leurs pratiques sur l'environnement.



- **La gestion et transformation des déchets**

À Bukavu, les femmes ont investi la question des déchets, dans une ville en proie à l'insalubrité chronique. Certaines collectent les plastiques pour les transformer en pavés, d'autres trient les déchets ménagers, ou encore recyclent des emballages pour en faire des objets d'artisanat. Cette activité est à la fois écologique, économique et pédagogique : en transformant les déchets, elles changent les mentalités et créent de la valeur là où il n'y avait que du rejet. Les femmes s'affirment ainsi comme actrices de changement urbain et d'économie circulaire.

- **La sensibilisation communautaire**

Le changement commence aussi par les mots. C'est pourquoi de nombreuses femmes s'investissent dans des activités de sensibilisation. Celles qui ont bénéficié de formations deviennent formatrices à leur tour dans les villages, les marchés ou les églises. Elles vulgarisent les notions de pollution, d'érosion, de protection des forêts, et encouragent les bonnes pratiques. À travers la parole, elles éveillent les consciences et renversent la hiérarchie du savoir. Leur expertise, bien que populaire, est souvent bien plus enracinée dans les réalités locales que celle des techniciens de passage.



- **Les coopératives écologiques féminines**

Dans les territoires de Kabare et Kalehe, des femmes se sont regroupées en coopératives écologiques. Ces structures, souvent informelles mais très dynamiques, leur permettent de mutualiser les ressources, de partager les semences, de s'entraider financièrement, mais aussi de mener ensemble des projets comme le reboisement ou l'agriculture durable. Les coopératives offrent un espace où les femmes peuvent s'organiser, se former, et prendre des décisions collectives. Elles deviennent ainsi des incubateurs de leadership féminin au service de l'écologie.



Le lien entre environnement et cohésion sociale

Au-delà des pratiques visibles, l'impact des actions des femmes pour la justice climatique se mesure aussi dans les relations qu'elles créent. En œuvrant pour l'environnement, les femmes brisent les barrières ethniques et sociales. Les coopératives ou les campagnes de plantation rapprochent des femmes rurales, urbaines, pygmées ou bantoues, parfois issues de communautés historiquement divisées. L'écologie devient ainsi un vecteur de paix, un terrain de dialogue et de solidarité. À une époque où les conflits liés aux ressources sont fréquents, cette dimension de cohésion sociale est capitale.



Le lien entre environnement et cohésion sociale

Témoignage de Nabintu:

« Depuis que nous avons commencé les activités dans notre groupe, nous sommes devenues très proches et les incompréhensions qui existaient jadis entre nous disparaissent progressivement. En fabricant nos braises écologiques ou encore pendant nos travaux de champ communautaires par exemple, nous sommes obligées de parler, de nous demander des services, et cela nous rapproche. »

L'articulation entre justice climatique et autonomisation économique

Plusieurs témoignages montrent que les activités écologiques des femmes sont étroitement liées à leurs stratégies de survie économique.

À Kabare, des programmes de formation à la gestion agricole pendant la saison des pluies ont permis aux femmes d'améliorer leurs rendements, tandis qu'à Bukavu, des coopératives féminines transforment des déchets plastiques en pavés, combinant ainsi assainissement urbain et création d'emplois verts.

Une participante souligne : « L'autonomisation de la femme, à travers ces activités, nous commençons à avoir un peu de revenus pour nos ménages. »

En valorisant la biodiversité locale et en intégrant des pratiques durables, les femmes développent une économie circulaire à petite échelle qui renforce la sécurité alimentaire, l'indépendance financière et la résilience de leurs familles.

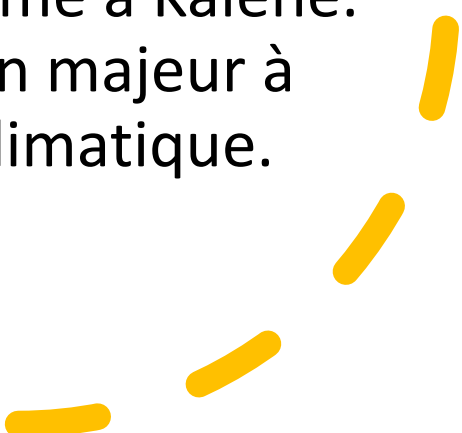
Perceptions des hommes

Territoire	Avis des Hommes et acteurs influents	Perception de la Justice Climatique
Bukavu	Les hommes reconnaissent les perturbations saisonnières et la diminution des récoltes comme des signes du dérèglement climatique. Ils s'engagent dans des initiatives de reboisement, affirmant leur rôle de protecteurs de la nature.	Les femmes sont perçues comme des actrices clés, mais leur participation reste timide et peu valorisée dans les processus décisionnels.
Kabare	Les hommes voient le changement climatique comme une menace directe à leur sécurité alimentaire. Leur engagement est souvent déclenché par des expériences personnelles des effets du climat.	Bien que les efforts des femmes soient reconnus, des stéréotypes et des barrières culturelles persistent, limitant leur pleine participation.
Kalehe	Les hommes expriment une inquiétude profonde face aux conditions climatiques extrêmes, soulignant la nécessité d'un changement de mentalité communautaire.	L'implication des femmes est intégrée dans les dynamiques de coordination, avec un fort pourcentage de participation féminine. Cependant, des stéréotypes persistent, nécessitant un accompagnement pour garantir leur inclusion.

A large orange circle on the left side of the slide, partially cut off by the edge.

L'accès à la terre comme barrière silencieuse

Cependant, ces multiples engagements sont constamment freinés par un obstacle majeur : l'accès à la terre. Dans les zones rurales, peu de femmes possèdent des parcelles, et celles qui en cultivent ne sont souvent que des usagères précaires. Or, sans terre, il est difficile d'implémenter des pratiques écologiques, de participer aux dialogues communautaires ou d'accéder à certains financements. Les forums sur la gestion des ressources sont souvent dominés par les grands propriétaires, un statut rarement détenu par les femmes à Kabare comme à Kalehe. Ce verrou structurel constitue un frein majeur à leur pleine participation à la justice climatique.

A series of yellow dashed lines in the bottom right corner, forming a curved shape.

Obstacles structurels à la participation des femmes dans la justice climatique

a. Normes sociales et stéréotypes de genre profondément enracinés

De nombreuses femmes interrogées ont évoqué des représentations culturelles qui conditionnent leur rôle dans la société, reléguant les activités environnementales aux hommes. Une perception largement répandue est que le reboisement ou la gestion des déchets sont des tâches « masculines ». Comme l'a exprimé une femme de Kabare : « Il était connu que la femme ne doit pas planter les arbres. » Ces stéréotypes sont renforcés par l'absence de modèles féminins valorisés dans les domaines de l'écologie, l'agriculture durable ou la gouvernance environnementale. Dans plusieurs cas, les femmes elles-mêmes intériorisent ces limites et s'autoexcluent, par manque de confiance ou par peur du regard social.

Obstacles structurels à la participation des femmes dans la justice climatique

c. L'extrême précarité économique : une barrière transversale

La pauvreté structurelle est l'un des principaux obstacles à l'engagement des femmes. Dans les trois territoires, les femmes manquent de ressources financières pour investir dans des activités écologiques ou accéder à des formations. Elles vivent dans l'urgence de la survie quotidienne, ce qui rend difficile leur implication durable dans des projets de reboisement, de recyclage ou de production écologique. Une femme à Kalehe résume : « Nous avons trop de besoins. Comment aller planter des arbres si on n'a même pas à manger ? ».

Obstacles structurels à la participation des femmes dans la justice climatique

d. Un déficit criant de formation et d'information adaptées

Une autre barrière importante est le manque de sensibilisation, de formation technique et d'accès à l'information environnementale. Plusieurs femmes ont confié n'avoir qu'une connaissance intuitive du changement climatique, sans lien explicite avec leurs pratiques ou leurs droits. Une participante a déclaré : *« Je n'ai pas eu la chance de participer à une formation sur le climat. »*

L'absence d'accompagnement technique approprié empêche l'appropriation des enjeux environnementaux par les femmes, surtout dans les milieux ruraux. Cette situation entretient un cercle vicieux d'exclusion et d'inaction politique.

Obstacles structurels à la participation des femmes dans la justice climatique

e. Un manque d'accès aux cadres décisionnels et aux dialogues environnementaux

Malgré leur rôle actif dans les pratiques écologiques, les femmes sont très peu présentes dans les instances de planification, de concertation ou de gestion environnementale. Dans plusieurs villages, les décisions sont prises par des hommes, et les femmes ne sont pas consultées. Une femme de Bukavu témoigne : « Les contributions des femmes ne sont pas vraiment prises en compte ; elles ont une voix étouffée par les hommes. » À l'inverse, à Kalehe, certaines femmes indiquent avoir participé à des dialogues, ce qui montre une dynamique plus inclusive. Toutefois, ces cas restent isolés, et la majorité des femmes déclarent ne pas être invitées à participer aux comités environnementaux, aux réunions de planification ou aux campagnes de plaidoyer.

Obstacles structurels à la participation des femmes dans la justice climatique

f. Le rôle ambigu des grandes organisations et la faiblesse du soutien local Plusieurs femmes interviewées critiquent le manque de flexibilité et de proximité des grandes ONG ou institutions censées appuyer les initiatives locales. Une d'elles déclare : « Les grandes organisations ne sont pas souples pour nous soutenir. » Elles pointent le manque d'accompagnement technique de proximité, l'absence d'experts environnementaux dans les villages, et une faible prise en compte de leurs besoins spécifiques. Le déficit de partenariats équitables entre les femmes et les acteurs institutionnels reste un obstacle majeur.

Obstacles structurels à la participation des femmes dans la justice climatique

g. Insécurité et contexte de crise : un frein à la mobilisation

Dans certaines zones, notamment à Kalehe, les femmes doivent composer avec un contexte d'insécurité aiguë lié aux conflits armés, aux glissements de terrain, et à l'instabilité politique. Cela limite leur liberté de mouvement, l'accès aux terres, et leur sécurité lors des activités collectives. Une participante témoigne : « Nous ne pouvons pas accéder à nos champs, car nous sommes souvent déplacées. » Cette réalité accentue leur vulnérabilité, freine l'organisation collective et complique la mise en œuvre d'initiatives écologiques structurées.

Recommandation

Renforcer les capacités des femmes et des coopératives écologiques

- Investir dans la formation continue des femmes, notamment sur les pratiques agricoles durables, la gestion des ressources naturelles, la transformation écologique des déchets, les techniques de plaidoyer et le leadership climatique.
- Fournir un appui technique et matériel aux coopératives féminines : outils agricoles, semences résilientes, équipements de reboisement, matériels de transformation des déchets, etc.
- Appuyer les structures communautaires existantes (AVEC, groupes de femmes, clubs écologiques, églises engagées, etc.) afin de consolider leur autonomie et leur rôle dans la gouvernance environnementale locale.

Recommandation



2. Assurer un soutien financier structurant



- Créer des fonds d'appui spécifiques aux femmes rurales et écologistes, accessibles, souples et adaptés aux réalités des petites organisations.



- Simplifier les procédures de financement et adapter les critères d'éligibilité aux réalités locales pour éviter l'exclusion des petites structures féminines.



- Renforcer le partenariat entre bailleurs et initiatives communautaires en instaurant des mécanismes de financement participatifs et transparents.

Recommandation

3. Favoriser l'inclusion des femmes dans la gouvernance climatique

- Garantir la représentation des femmes dans les cadres de concertation environnementale, les dialogues communautaires, les plans locaux de développement et les instances décisionnelles.
- Soutenir les initiatives de plaidoyer local portées par des femmes pour influencer les politiques environnementales et de genre.
- Impliquer les leaders communautaires, coutumiers et religieux dans la promotion de l'égalité de genre et la déconstruction des stéréotypes qui entravent la participation des femmes

Recommandation

4. Promouvoir l'éducation climatique et la sensibilisation communautaire

- Renforcer les programmes d'éducation populaire sur le changement climatique dans les milieux ruraux et urbains, à travers des canaux adaptés (radios communautaires, théâtres de rue, clubs scolaires, etc.).
- Développer des contenus éducatifs en langues locales sur les droits environnementaux, les impacts du changement climatique et les bonnes pratiques écologiques.
- Encourager les femmes formées à devenir formatrices, en capitalisant sur les dynamiques de mentorat et les pratiques inspirantes déjà existantes.

Recommandation

5. Intégrer la dimension genre dans les politiques et les stratégies climatiques

- Exiger l'intégration systématique d'une approche sensible au genre dans tous les programmes environnementaux, qu'ils soient locaux, provinciaux ou nationaux.
- Appuyer la collecte de données désagrégées par sexe dans les domaines environnementaux pour éclairer les décisions politiques.
- Inscrire l'égalité de genre comme condition transversale dans les cahiers de charges des projets climatiques soutenus par les partenaires techniques et financiers.

Recommandation

6. Sécuriser les femmes face aux vulnérabilités environnementales et sociales

- Développer des mécanismes communautaires de protection des femmes face aux violences liées à l'environnement (expulsions, harcèlement, agressions pendant les collectes de bois ou d'eau, etc.).
- Assurer un accès sécurisé à la terre pour les initiatives portées par des femmes, en renforçant leur droit foncier individuel et collectif.
- Intégrer les enjeux de santé environnementale (maladies liées aux changements climatiques, nutrition, santé maternelle, etc.) dans les réponses locales

Recommandation

7. Soutenir les dynamiques locales de résilience climatique

- Encourager la mise en réseau des femmes engagées pour le climat, à travers des plateformes locales, provinciales et nationales.
-
- Valoriser les savoirs et pratiques écologiques endogènes, portés par les femmes, comme alternatives crédibles aux solutions technocratiques importées.
-
- Impliquer les jeunes femmes et les filles dans les initiatives environnementales, dès le niveau scolaire, pour bâtir une relève informée, active et consciente.
-

MERCI
THANK YOU
AKSANTI
KOKO

